

Unité inter-départementale Gard-Lozère
4 av de la gare
BP 132
48005 Mende cedex
uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Mende, le 29/01/2025

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 22/11/2024

Contexte et constats

Publié sur 

CHIMIREC MASSIF CENTRAL

20 - 22, Rue de la Draine
48000 Mende

Références :

Code AIOT : 0006605450

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/11/2024 dans l'établissement CHIMIREC MASSIF CENTRAL implanté 20 - 22, Rue de la Draine ZAE du Causse d'Auge 48000 Mende.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHIMIREC MASSIF CENTRAL
- 20 - 22, Rue de la Draine ZAE du Causse d'Auge 48000 Mende
- Code AIOT : 0006605450 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

Le site inspecté est un centre de tri, stockage, regroupement et pré-traitement de déchets dangereux.

Contexte de l'inspection : Actions nationales 2024 | Contexte de l'inspection

Thèmes de l'inspection : AN24 Rétention | Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
----	-------------------	-------------------------	--	-----------------------

1	Formation du personnel	AP de Mise en Demeure du 30/10/2023, article 1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	30 Jours
3	Plan de lutte contre un sinistre	AP de Mise en Demeure du 30/10/2023, article 1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	30 Jours
4	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Demande de justificatif à l'exploitant	30 Jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Vérification des connaissances	AP de Mise en Demeure du 30/10/2023, article 1.1	
5	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	
6	Produits incompatibles – rétentions non déportées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	
7	Produits incompatibles – rétentions déportées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-IV	
8	Rétention déportée et dispositif de drainage	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-IV	
9	Tuyauteries de matières dangereuses	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V	
10	Tuyauteries de matières dangereuses	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V	
11	Bassin de confinement des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26	
12	Bassin de confinement des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	
13	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	
14	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	


2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en demeure du 30 octobre 2023 pourra être levée avec la finalisation des actions de formations du personnel et transmission du plan de lutte contre un sinistre complété tel qu'il est détaillé dans la partie "constats". Le plan de lutte complété est à transmettre sous 30 jours. Les justificatifs de formation sont attendus pour le mois de mars, date prévisionnelle établie par l'exploitation et son prestataire de formation.

Quant à la thématique des rétentions, l'inspection demande la justification de la correspondance du volume de rétention avec la capacité de stockage autorisée au sein de la zone de stockage des acides et batteries.


2-4) Fiches de constats

N° 1 : Formation du personnel

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/10/2023, article 1.1
Thème(s) : Situation administrative - formation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société CHIMIREC MASSIF CENTRAL, exploitant une installation de tri, stockage, regroupement et prétraitement de déchets dangereux sur la ZAE du Causse d'Auge, commune de Mende, est mise en demeure :</p> <p>- dans un délai maximal de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté, de respecter les dispositions de l'article 2.2.1 de l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2021 susvisé en fournissant les attestations de formation particulière de son personnel d'exploitation sur les dangers des produits stockés et manipulés ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente à l'inspecteur de l'environnement une matrice de compétences détaillant les tâches et compétences de chaque personnel.</p> <p>L'exploitant décline à l'inspecteur les deux actions de formations entreprises, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none">- formation au risque chimique "PSRE38 Prévention du risque chimique" niveau 1, dispensée à un personnel (formation de 7h suivie le 4 mars 2024, certificat de réalisation délivré par l'organisme AFTRAL et présenté à l'inspecteur). Le deuxième personnel inscrit n'a pu suivre la formation. L'exploitant déclare que les autres postes requérant des connaissances en chimie, conformément à sa matrice de compétences, sont occupés par des chimistes de formation ;- formation à distance de 9 personnels "manutention des colis matières dangereuses", commandée auprès de l'organisme AFTRAL. L'exploitant n'a pas justifié de la réalisation de cette formation, ni précisé si elle abordait spécifiquement "les dangers des produits stockés et manipulés", tel qu'il est prescrit par l'article 2.2.1 de l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2021. <p>Par courriel du 14/01/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installation classées les attestations de formation relative aux dangers des produits stockés et manipulés, dispensée en interne à 8 personnels du site. L'inspecteur relève que les dates (26/01/2024) des attestations de réalisation de formation sont antérieures à la date (29/01/2024) de la feuille de présence avec émargement à ladite formation. L'exploitant reconnaît une erreur, possiblement erreur de plume ou organisationnelle.</p> <p>L'exploitant a transmis en outre le 15/01/2025 une convention de formation "réglementation du transport de matières dangereuses ADR appliquée au secteur des déchets dangereux", passée avec l'organisme de formation "Chimirec développement" basé à Aulnay-sous-bois, et indiquant une date prévisionnelle de réalisation au mois de mars 2025.</p> <p>Jusqu'à ce que les actions de formation soient menées à leur terme, et les justificatifs afférents transmis, la mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article 2.2.1 de l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2021 n'est pas levée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre les justificatifs de formation "PSRE38 Prévention du risque chimique" et "manutention des colis matières dangereuses" (dispensée par AFTRAL) pour les personnels concernés sous 30 jours. Justifier de la formation PSRE38 pour le salarié n'ayant pu suivre la session de formation présentée lors de la visite d'inspection.</p> <p>Transmettre, dès réalisation, les attestations de formation ADR.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 Jours


N° 2 : Vérification des connaissances

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/10/2023, article 1.1
Thème(s) : Situation administrative - formation
Prescription contrôlée : La société CHIMIREC MASSIF CENTRAL, exploitant une installation de tri, stockage, regroupement et prétraitement de déchets dangereux sur la ZAE du Causse d'Auge, commune de Mende, est mise en demeure : - dans un délai maximal de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté, de respecter les dispositions de l'article 2.2.2 de l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2021 susvisé en organisant la vérification périodique de la bonne prise en compte et assimilation des informations relatives aux postes pouvant avoir un impact significatif sur l'environnement et le fonctionnement des installations, ainsi que celles relatives aux obligations touchant à la sécurité et à la protection de l'environnement ;
Constats : L'exploitant déclare vérifier les connaissances par l'organisation de causeries selon deux modalités : - causeries organisée lors de l'identification d'un besoin (par exemple suite à un recrutement, lors d'un bilan de fin de période d'essai, lors de tests incendie ou ATEX) ; - causeries de sécurités organisées selon les consignes édictées par le groupe Chimirec, lequel fournit des supports de présentation et demande une attestation de réalisation. Chaque causerie fait l'objet d'une traçabilité. Par sondage l'inspecteur consulte les fiches : - causerie du 24/04/23, animée par le responsable Qualité Sécurité Environnement, portant sur la présentation des tests situation d'urgence, des risques liés au lithium et sur la maîtrise sécurité sur la plateforme ; - causerie n°2292 du 17/03/24 « chasse au risque chimique » suite à campagne trimestrielle groupe Chimirec datée du 23/07/2024 (courriel présenté avec support de causerie, à retourner renseigné au groupe) ; - causerie « REX incendie » du 18/07/23, réalisée le 23/10/2023, notamment « port du masque rappelé avec intervention chariot ». - fiche de présence « sensibilisation » sur contexte réglementaire, EPI, risques/dangers, formation d'une heure réalisée par CMIST_médecine du travail le 03/04/2023.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 3 : Plan de lutte contre un sinistre

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/10/2023, article 1.1
Thème(s) : Risques accidentels - lutte contre un sinistre
Prescription contrôlée : La société CHIMIREC MASSIF CENTRAL, exploitant une installation de tri, stockage, regroupement et prétraitement de déchets dangereux sur la ZAE du Causse d'Auge, commune de Mende, est mise en demeure : - dans un délai maximal d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté, de respecter les dispositions de l'article 7.8.3 de l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2021 susvisé en fournissant à l'inspection des installations classées un plan de lutte contre un sinistre intégrant le retour d'expérience du sinistre survenu le 19 juillet 2023 et précisant les modalités de lutte contre chaque type de sinistre, et en disposant des masques de protection - repérés et accessibles facilement - notamment dans la zone des armoires chimiques ;
Constats : L'exploitant dispose d'un plan de lutte contre un sinistre. Ce plan a été mise à jour et intègre le retour d'expérience du sinistre survenu le 19 juillet 2023. L'exploitant a disposé des masques de protection à proximité des armoires chimiques. L'article 7.8.3 de l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2021 précise que le plan présente notamment les modalités de lutte contre chaque type de sinistre. Le plan de l'exploitant ne comporte qu'une fiche sur le risque de déversement, les modalités de lutte contre les autres types de sinistre ne sont pas précisées. La mise en demeure ne peut être levée qu'après transmission d'une version complétée du plan de sorte qu'il précise les modalités de lutte contre chaque type de sinistre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Compléter et transmettre le plan de lutte contre un sinistre.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 Jours


N° 4 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Dimensionnement des rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;</p> <p>50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>Les cuves d'hydrocarbures sont positionnées sur des rétentions dont l'exploitant précise qu'elles ont une capacité de 50% du volume des cuves. Tous les liquides sont stockés sur des aires dotées de rétentions.</p> <p>Concernant la zone de stockage des acides et batteries, l'inspecteur demande à l'exploitant de lui transmettre la démonstration de la correspondance du volume de rétention avec la capacité de stockage autorisée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Concernant la zone de stockage des acides et batteries, l'inspecteur demande à l'exploitant de lui transmettre la démonstration de la correspondance du volume de rétention avec la capacité de stockage autorisée.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 Jours


N° 5 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Disponibilité et étanchéité des rétentions
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.
Constats : L'inspecteur constate que les rétentions du site sont protégées des eaux météoriques et libres de tout encombrement, et ne détecte pas -visuellement- de dégradation sur ces rétentions.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 6 : Produits incompatibles – rétentions non déportées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Produits incompatibles
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : Lors de l'incident du 19 juillet 2023, des incompatibilités avaient été constatées dans l'armoire chimique concernée. L'armoire contrôlée lors de la visite du 22 novembre 2024 ne contient pas de produits incompatibles - uniquement comburants. L'exploitant précise que les produits en attente d'évacuation dans les armoires chimiques sont entreposés selon les règles de transport de matières dangereuses (ADR).
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 7 : Produits incompatibles – rétentions déportées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-IV
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Produits incompatibles
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention déportée.
Constats : Le site n'utilise pas de rétention déportée.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 8 : Rétention déportée et dispositif de drainage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-IV
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Rétention déportée et dispositif de drainage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le liquide recueilli est dirigé de manière gravitaire vers la rétention déportée ou par un dispositif de drainage actif commandable manuellement et automatiquement sur déclenchement du système de détection d'incendie ou d'écoulement. Dans ce cas, la pertinence, le dimensionnement et l'efficacité du dispositif de drainage sont démontrés au regard des conditions et de la configuration des stockages. [...]</p> <p>Le dispositif de drainage fait l'objet d'une vérification périodique, d'un entretien et d'une maintenance appropriés. En cas de dispositif de drainage actif, celui-ci fait l'objet de tests de fonctionnement périodiques, à une fréquence au moins semestrielle.</p> <p>Les dates et résultats des tests réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé.</p> <p>L'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage actifs, le cas échéant.</p> <p>Le délai d'exécution de ces consignes ne peut excéder le délai de remplissage de la rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le seul dispositif assimilable à une rétention déportée est le bassin de collecte des eaux pluviales/eaux d'incendie. Aucun produit n'est entreposé en extérieur.</p> <p>Le bassin serait susceptible de recueillir un déversement accidentel survenu sur la plateforme. Le protocole du site consiste dans ce cas à empêcher tout écoulement vers le réseau de collecte des eaux pluviales par mise en œuvre de kit d'intervention (absorbant). Le déshuileur situé à l'aval du bassin, ainsi que le bassin lui-même, sont dotés de vannes fonctionnelles (testées le jour de la visite en présence de l'inspecteur de l'environnement).</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 9 : Tuyauteries de matières dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Tuyauteries de matières dangereuses
Prescription contrôlée : A.-Les tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. B.-Les tuyauteries, ainsi que leurs supports, et les capacités contenant des matières dangereuses sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité. Les modalités d'entretien et examens périodiques, ainsi que les fréquences associées, sont formalisées dans les consignes prévues à l'article 59 du présent arrêté.
Constats : Le site ne comporte qu'une tuyauterie de matières dangereuses, laquelle sert au transfert des fluides depuis les camions apporteurs vers les cuves aériennes de 60 m ³ . Elle peut-être utilisée en outre pour homogénéisation intra et inter cuves. L'inspecteur constate lors de la visite terrain que cette tuyauterie est en bon état. L'inspecteur n'a pas vérifié que les modalités d'entretien et examens périodiques, ainsi que les fréquences associées, sont formalisées dans les consignes prévues à l'article 59 de l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2021.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 10 : Tuyauteries de matières dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Tuyauteries de matières dangereuses
Prescription contrôlée : C.-Les tuyauteries contenant des matières dangereuses sont accessibles et repérées conformément aux règles en vigueur. D.-Les tuyauteries contenant des matières dangereuses sont installées à l'abri des chocs et sont résistantes aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques auxquelles elles sont exposées. Des dispositions spécifiques sont notamment mises en place au niveau des cheminements des tuyauteries à proximité des voies de circulation (hauteur suffisante, protections adaptées ...). Leur parcours est aussi réduit que possible. E.-Le parcours des tuyauteries contenant des matières dangereuses figure sur un plan tenu à jour.
Constats : La tuyauterie du site est limitée au transfert de fluides depuis les camions d'apport et les cuves, et au transfert inter-cuves. Cette tuyauterie est accessible, repérée par des affichettes plastifiées, protégée des chocs -notamment par des poteaux béton implantés le long de l'aire de transfert depuis les camions- et est figurée sur un plan.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 11 : Bassin de confinement des eaux incendie


Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Bassin de confinement des eaux incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations comportant des stockages de produits très toxiques ou toxiques visés par l'une ou plusieurs des rubriques nos 4707, 4708, 4711, 4712, 4717, 4723, 4724, 4726, 4728, 4729, 4730, 4732, 4733 de la nomenclature des installations classées en quantité supérieure à 20 tonnes, des stockages de substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé en quantité supérieure à 200 tonnes sont équipées d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Ce bassin ou le dispositif équivalent mentionné ci-dessus est dimensionné pour pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.</p> <p>Pour les sites autorisés après le 1er janvier 2012, ce bassin ou ce dispositif équivalent :</p> <ul style="list-style-type: none">- est implanté hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/ m² identifiées dans l'étude de dangers, <p>Ou ;</p> <ul style="list-style-type: none">- est constitué de matériaux résistant aux effets générés par les accidents identifiés dans l'étude de dangers et susceptibles de conduire à son emploi. <p>Le volume de ce bassin ou de ce dispositif équivalent est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m³/tonne de produits visés au premier alinéa de cet article et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.</p> <p>Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin ou de ce dispositif équivalent sont disposés pour pouvoir être actionnés en toutes circonstances.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est doté d'un bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie. Les dispositifs d'actionnement des vannes (au niveau du déshuileur amont et de l'exutoire aval) sont accessibles et fonctionnels (testées en présence de l'inspecteur de l'environnement).</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 12 : Bassin de confinement des eaux incendie


Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Bassin de confinement des eaux incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie.</p> <p>Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.</p> <p>Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m3.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe :</p> <ul style="list-style-type: none">- les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ;- tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ;- en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. <p>Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ;</p> <ul style="list-style-type: none">- l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant. <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none">- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part. Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels.- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p> <p>Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est doté d'un bassin de de confinement des eaux d'extinction d'incendie, les organes de commandes des vannes d'isolement amont et à l'exutoire sont accessibles et fonctionnels. Les écoulements sont collectés gravitairement.</p> <p>L'exploitant présente à l'inspecteur de l'environnement des consignes écrites pour la fermeture de la vanne du bassin en cas d'incident.</p>
Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 13 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant dispose d'un état des stocks, et des fiches de données de sécurité des produits stockés. Par sondage, l'inspecteur constate la cohérence des quantités de produits stockés et des quantités indiquées dans l'état des stocks, dont : comburants stockés dans une armoire chimique extérieure, acides minéraux conditionnés, bases, solvants non chlorés.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 14 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : [...] <ul style="list-style-type: none">- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ;- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;- dans le cas spécifique de rétention déportée (en référence à l'article 26 bis) : les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage.
Constats : L'exploitant présente des consignes de sécurité et des fiches réflexes "déversement" et "incendie".
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :